

MOBILISATION DE RÉSISTANCE AU CONFLIT ARMÉ DANS LE NORD-OUEST DE LA COLOMBIE DE L'OPÉRATION « COMMUNAUTÉS DE PAIX » À LA MISE EN PLACE DES « ZONES HUMANITAIRES »

Stellio Rolland

En dépit du discours, largement diffusé lors du second mandat du président Alvaro Uribe Velez (2006–2010) par les représentants du gouvernement colombien, vantant l'entrée dans une ère de « post-conflit », le niveau de conflictualité reste aujourd'hui très élevé dans la plupart des zones rurales colombiennes, et en particulier dans le département du Chocó, situé au nord-ouest du pays. Le conflit armé continue de provoquer des déplacements forcés de population et de nombreux villages du Bas Atrato restent sous l'emprise des groupes armés et notamment sous celle des néoparamilitaires¹.

Cette diffusion généralisée du discours sur le postconflit dans les médias nationaux, la baisse des effectifs des paramilitaires dans le Bas Atrato et la réinstallation récente de petits paysans autour de certaines rivières traditionnellement très touchées par le conflit armé ont pu sembler valider la thèse de la baisse, depuis 2007 environ, du niveau de violence et de conflictualité dans la région.

Or, en 2009, la thématique du conflit armé était encore omniprésente dans les conversations quotidiennes que nous avons eues avec les habitants du Bas Atrato. Aujourd'hui encore, un sentiment de peur diffuse empêche de nombreuses personnes déplacées de retourner sur leurs terres et certains instituteurs nommés dans les zones rurales de la région refusent toujours de s'y rendre.

1. L'expression « néoparamilitaires » fait référence aux nombreux groupes de violence privée issus du processus incomplet et inachevé de désarmement, de démobilisation et de réintégration des paramilitaires des Autodefensas Unidas de Colombia (AUC) entrepris dans l'ensemble de la Colombie de 2003 à 2007. En Urabá et dans le Bas Atrato, les néoparamilitaires comptent aujourd'hui plusieurs centaines d'hommes en armes et sont rassemblés au sein de groupuscules rivaux aux contours généralement flous et à la composition très fluide, désignés par le gouvernement sous le nom générique de *bandas criminales* (« bandes criminelles ») et connus localement comme Las Agilas Negras ou Los Gaitanistas.

Par ailleurs, le niveau de violence politique exercé par les acteurs armés reste important : les leaders villageois les plus en vue continuent ainsi de faire l'objet de menaces de mort explicites adressées par les paramilitaires et les guérillas. Il semblerait que, loin de disparaître, la conflictualité et le contrôle social exercé par les acteurs armés adoptent des formes nouvelles, plus disséminées dans le corps social et moins immédiatement tangibles et perceptibles pour l'observateur extérieur.

Depuis le début des années 1990 et l'arrivée des paramilitaires dans la zone, le conflit armé en Urabá et dans le Bas Atrato s'est largement intensifié et complexifié. On observe désormais une multiplicité d'acteurs armés et une grande hétérogénéité des formes de la violence. Cette dernière revêt un caractère principalement criminel et reste souvent liée à des règlements de compte entre narcotrafiquants ou à une concurrence exacerbée entre les paramilitaires et les guérillas pour le contrôle du territoire et notamment des points de passage stratégiques. Mais elle peut aussi parfois prendre une dimension politique et se diriger explicitement contre des leaders locaux et contre toute forme de mobilisation sociale de résistance et de prise de parole collectives.

Dès lors, étant donné le caractère complexe du conflit armé, la modalité de territorialisation des acteurs armés dans la zone reste extrêmement floue, mouvante, peu structurée et donc difficilement perceptible par les habitants locaux. Les lignes de partage du territoire sont susceptibles de grandes modifications en fonction des stratégies changeantes des protagonistes et de l'évolution rapide des rapports de force qui se nouent entre eux².

Dès 1997, année marquée par l'escalade du conflit armé dans cette zone isolée du reste du pays, des initiatives fragiles de mobilisation de résistance à la guerre et à la logique de violence des acteurs armés se mettent en place autour de différentes rivières du Bas Atrato. Actuellement, on recense plusieurs espaces relativement protégés, au sein desquels des collectifs de paysans déplacés tentent de se réapproprier un territoire qui a été largement accaparé par les acteurs armés et les grands propriétaires terriens au cours des phases successives d'intensification du conflit armé.

Par leur mobilisation de résistance, ces organisations de déplacés se constituent progressivement en sujets collectifs et construisent une forme fragile d'identité collective basée sur la reconnaissance de différents statuts : population civile et paysanne, membre d'une communauté

2. Pour plus de précisions concernant la chronologie du conflit armé dans la région et les logiques de violence des acteurs armés, voir Rolland, 2012.

afrocolombienne, personne déplacée par la violence et enfin personne victime du conflit. Ainsi, dans un contexte de fragmentation sociale et de politique de terreur imposée par les acteurs armés, des formes fragiles de mobilisation sociale et de citoyenneté émergent progressivement. Peu à peu, des *desplazados*³ et des petits paysans mettent en place des stratégies collectives de réappropriation de leur lieu de vie, perdu au cours de la guerre.

Dans ce contexte d'intensification de la violence et de l'emprise territoriale des acteurs armés qui caractérise l'année 1997, nous examinerons dans quelles conditions s'est produite une forme de mobilisation collective de résistance au conflit de façon relativement stable dans cette région du Nord-Ouest de la Colombie. Comment s'est effectué le passage d'une multiplicité de stratégies individuelles de survie déployées par la population locale à la mise en place d'une action collective de résistance aux logiques de guerre ? Comment se sont alors formés des regroupements communautaires⁴ fragiles associant des populations déplacées et marginalisées de la région du Bas Atrato à des leaders associatifs, des membres de l'Église catholique colombienne et des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales ?

Progressivement, la mobilisation sociale de résistance au niveau local a abouti à une prise de parole collective de rejet du conflit armé et des logiques de guerre. Le retour définitif des *desplazados*, extrêmement délicat et hypothétique, a néanmoins toujours été maintenu comme un objectif central de la mobilisation collective.

Comment, dans une telle situation, a pu se maintenir jusqu'à aujourd'hui une forme fragile de mobilisation de résistance au conflit armé en Urabá et dans le Bas Atrato⁵ ? Quelles formes particulières a pris ce processus de reconstruction identitaire, de reterritorialisation et de repolitisation d'individus déplacés et désocialisés par la guerre ?

3. En Colombie, la catégorie de *desplazado* désigne les personnes qui sont contraintes de quitter brutalement leur lieu d'habitation, situé la plupart du temps dans les zones rurales, en raison de l'intensification du conflit armé et de la politique de terreur des acteurs armés.

4. Dans le Bas Atrato, les termes « communauté » et « communautaire » font la plupart du temps référence à des réseaux de parenté et de voisinage rassemblés au sein d'un même village ou d'un hameau : *las comunidades*. Ces communautés sont composées de petits paysans d'origine afrocolombienne et métisse. Dans le cas des communautés riveraines du Pacifique colombien, l'appartenance à une même communauté s'inscrit dans le cadre plus large du partage d'une même identité de rivière par tous les habitants d'une même vallée.

5. Notre analyse se base principalement sur des enquêtes ethnographiques menées entre 2003 et 2009 dans les « communautés de paix » et les « zones humanitaires » du Bas Atrato, dans le département du Chocó et notamment dans le chef-lieu du *municipio* (« bourg ») de Riosucio ainsi que dans les zones rurales (rivières Cacarica, Curvarado et Jiguamiando).

Comment les acteurs de la mobilisation de résistance sont-ils parvenus à la délimitation plus ou moins stable d'espaces de paix dans un contexte de violence chronique et d'une emprise forte de divers groupes armés sur l'ensemble de l'Urabá et du Bas Atrato ?

Les formes de la mobilisation collective

La mobilisation de résistance à la guerre des « communautés de paix » qui s'est mise en place en Urabá et dans le Bas Atrato à partir de 1997 s'est enchâssée dans des réseaux sociaux historiquement constitués avant l'intensification de la violence, principalement composés de leaders communautaires et fortement encadrés par l'Église.

La mobilisation de résistance au conflit armé, à la logique de guerre des acteurs armés et au déplacement forcé de population, qui a d'abord pris la forme de différentes « communautés de paix » puis celle de « zones humanitaires », s'est en quelque sorte « greffée » sur d'intenses stratégies paysannes qui ont, depuis plusieurs décennies, une dimension foncière et ethnopolitique très marquée dans la région du Pacifique colombien (Agier et Hoffmann, 1999).

Les entretiens réalisés dans le Bas Atrato avec des leaders associatifs nous ont permis de prendre la mesure exacte de cet enchâssement. La mobilisation qui s'est formée autour des conseils communautaires nés dans le cadre de la loi 70 de 1993, dite « loi des négritudes », a ainsi précédé et largement préparé la mobilisation de résistance des communautés de paix :

« L'organisation OIBA [Organisation interethnique du Bas Atrato] a été formée par les conseils communautaires du Bas Atrato au moment du déplacement forcé à Pavarando en 1997. Étant donné l'abandon du territoire, on a décidé de mettre en place cette organisation. Les communautés de paix [comunidades de paz] et l'organisation OIBA sont nées au même moment⁶. »

6. Entretien avec un leader associatif, bourg de Riosucio, département du Chocó, juillet 2009.

Les « communautés de paix »

Dès le début de l'année 1997, une première initiative de mobilisation collective de paysans déplacés – et toujours en situation de déplacement potentiel – contre la logique de guerre des acteurs armés se forme en Urabá, dans la zone dite de l'Urabá antioqueño. C'est l'émergence de la « communauté de paix » de San Jose de Apartado (Agier, 2002).

Aujourd'hui encore, une cinquantaine de familles environ sont rassemblées dans ce village situé dans une zone rurale à l'est de la ville d'Apartado. Les membres de ce regroupement de petits paysans *desplazados* continuent d'affirmer dans des communiqués publics leur volonté de ne se soumettre d'aucune façon à aucun des acteurs armés – légaux ou illégaux – présents dans la zone.

Les leaders associatifs et leur famille vivant dans cette zone hautement conflictuelle – étant donné son caractère de couloir stratégique – disputée à la fois par les guérillas et les paramilitaires se sont donc regroupés pour afficher leur « non-participation collective aux logiques de guerre des acteurs armés ». Cette mobilisation collective prend la forme d'un engagement formel à ne participer sous aucune forme au conflit : ni enrôlement militaire, ni collaboration en termes d'informations stratégiques ou de ressources matérielles, etc. L'Église locale (diocèse d'Apartado) et de nombreuses ONG nationales et internationales soutiennent activement cette initiative de délimitation d'un espace protégé par les collectifs de *desplazados*.

Au début de l'année 1998, suivant l'exemple de San Jose de Apartado, sont fondées les communautés de paix de San Francisco de Asis, Nuestra Señora del Carmen et Natividad de Maria lors du séjour de nombreux *desplazados* originaires du Bas Atrato dans le campement de Pavarando, en Urabá. Ces collectifs de déplacés soutenus par l'Église colombienne et par plusieurs ONG nationales et internationales ont pour objectif le retour définitif des personnes déplacées sur leurs terres d'origine et l'établissement d'une sorte de *modus vivendi* avec les acteurs armés.

Ces rassemblements fragiles, situés dans les zones rurales proches du bourg de Riosucio, regroupent alors davantage de personnes que la communauté de paix de San Jose de Apartado. En revanche, la délimitation d'un espace physique totalement soustrait au conflit armé y est moins nette ; il s'agit davantage d'une initiative de l'Église et de certains leaders locaux de négocier avec les acteurs armés un retour progressif des *desplazados* sur leurs terres d'origine.

La plupart des personnes ayant participé à ces regroupements communautaires ont été déplacées dans le village de Pavarando à la fin de l'année 1996, lors d'une phase d'intensification du conflit armé provoquée par le lancement d'une vaste opération antiguérilla menée par l'armée colombienne en Urabá et dans le Bas Atrato. Les déplacés ont vécu dans le campement de Pavarando pendant près d'un an, du début de l'année 1997 au début de l'année 1998. C'est dans ce contexte d'une expérience partagée de déplacement forcé et de terreur exercée par les acteurs armés, et notamment par les paramilitaires, que divers réseaux sociaux (familiaux et de voisinage) se sont rassemblés au sein d'un même collectif. C'est ainsi qu'a émergé la mobilisation collective de résistance au conflit armé des paysans *desplazados* sous la bannière des communautés de paix.

Ces regroupements communautaires de *desplazados* se sont effectués dans plusieurs lieux : aux alentours du bourg de Riosucio, sur les rives de l'Atrato, à proximité du village de Domingodo et dans plusieurs campements situés sur les rives du Salaqui, un affluent de l'Atrato. À partir de ces campements précaires souvent situés en bordure de rivière où ils étaient rassemblés, les *desplazados* ont cherché à revenir progressivement sur leurs terres d'origine, en dépit de la présence continue des acteurs armés.

À la fin de l'année 2003 environ, la référence au terme de « communauté de paix » disparaît peu à peu du discours des leaders *desplazados* qui se regroupent au sein d'une organisation de base, ASCOBA⁷. Néanmoins, la dynamique de mobilisation suscitée par ces regroupements communautaires de *desplazados* perdure encore jusqu'à aujourd'hui sous une forme ethnopolitique. Le discours associatif de résistance se base sur la défense du « territoire ancestral » des communautés afrocolombiennes du Pacifique colombien et notamment sur la volonté de protection de la « biodiversité exceptionnelle » de la région. Il repose ainsi sur la mobilisation politique d'une identité culturelle spécifique et sur la forte valorisation de l'ethnicité afrocolombienne, censées garantir le caractère multiculturel de la nation colombienne.

Un autre exemple est celui du regroupement communautaire dit de CAVIDA⁸ qui se forme dans la vallée de la rivière Cacarica (un affluent

7. Création à la fin de l'année 2003 de l'organisation ethnopolitique Asociación de Consejos Comunitarios y Organizaciones del Bajo Atrato (ASCOBA) regroupant les conseils communautaires des communautés afrocolombiennes du Bas Atrato.

8. CAVIDA : Comunidad Autodeterminación, Vida y Dignidad (Communauté autodétermination, vie et dignité). Les *desplazados* se regroupent sur deux sites principaux situés dans la vallée de la rivière Cacarica : Nueva Vida et Esperanza en Dios.

de l'Atrato), à partir de la fin de l'année 1998, autour de personnes ayant été déplacées dans la ville de Turbo⁹ un an auparavant, lors d'une phase d'intensification du conflit armé. Il rassemble aujourd'hui environ deux cents familles et bénéficie du soutien important de la communauté internationale, principalement de celui de l'ONG PBI¹⁰ et de celui d'un secteur de l'Église colombienne, à travers l'ONG nommée Commission interecclésiale de justice et paix¹¹. Ce regroupement communautaire de personnes déplacées de leurs terres par la guerre en 1997 puis revenues progressivement dans les zones rurales à partir de la fin de l'année 1998 adopte aussi comme principe la « non-participation aux logiques de guerre des acteurs armés ». Depuis sa fondation en 1998, le regroupement de *desplazados* de CAVIDA a été particulièrement stable et durable, et il est souvent considéré comme une forme exemplaire de subjectivation politique et de résistance locale dans un contexte de violence et de déplacement forcé.

La délimitation des « zones humanitaires »

Placée dès 1997, lors de sa phase initiale, sous le registre clairement *politique* des droits de l'homme, de la neutralité et de l'autonomie par rapport aux acteurs armés, la mobilisation sociale de résistance au conflit armé en Urabá et dans le Bas Atrato s'est progressivement transformée pour adopter une posture plus largement humanitaire.

Depuis quelques années, sur des portions d'espace relativement réduites, principalement situées en bordure des rivières Cacarica, Jiguamiando et Curvarado, des regroupements communautaires de personnes déplacées, de petits cultivateurs et de paysans sans terre se mettent en place et s'autodénoient « zones humanitaires ». Sur le modèle des communautés de paix, les habitants des zones humanitaires s'engagent à ne participer d'aucune façon à la logique de guerre des acteurs armés.

Cette initiative vise à produire des espaces formellement soustraits au conflit armé, en constituant des sortes d'enclaves exclusivement réservées à l'habitat et à la protection de la population civile. Il s'agit

9. Ville portuaire située au nord de la ville d'Apartado, sur le golfe de l'Urabá, au nord du département d'Antioquia.

10. Peace Brigades International, ONG britannique de défense des droits de l'homme.

11. ONG plus connue sous le nom de Justice et paix.

aussi pour les *desplazados* de récupérer des terres qu'ils ont perdues au moment de l'intensification du conflit armé. Dans le Curvarado, la délimitation de plusieurs zones humanitaires sur l'emplacement même de parcelles d'élevage bovin extensif et au sein des plantations de palme à huile a suscité de fortes tensions territoriales et foncières avec les grands propriétaires terriens et les industriels palmiculteurs.

Un exemple de ce type de regroupement est la zone humanitaire d'El Tesoro à laquelle nous avons pu consacrer une enquête de terrain¹². Cet espace protégé dans le conflit armé, situé entre les rivières Curvarado et Jiguamiando, très difficile d'accès, est entouré de cours d'eau et de zones de marais ; il possède la forme d'une grande clairière percée au sein d'une forêt dense. À l'entrée de la zone humanitaire, une pancarte annonce : « Zone humanitaire El Tesoro, protégée par des mesures de protection de la CIDH¹³ et par PASC-Canada¹⁴. »

Au moment de l'enquête, environ trente-cinq familles de *desplazados*, originaires de différentes communautés situées autour des rivières Curvarado et Jiguamiando¹⁵, vivent regroupées dans cette zone humanitaire créée en octobre 2006. La plupart d'entre elles ont été déplacées par la guerre à la fin de 1996, puis se sont réfugiées à Pavarando et à Murindo Viejo en 1997-1998 avant de retourner vivre récemment vers la rivière Jiguamiando et de s'installer progressivement à El Tesoro à partir d'octobre 2006. Lors de mon passage, certains *desplazados* n'étaient installés dans cette enclave réservée aux civils que depuis quelques mois à peine.

Très isolés du reste de la région, vivant dans un environnement particulièrement inhospitalier, les *desplazados* regroupés dans la zone

12. Mon séjour dans le Bas Atrato et dans la zone humanitaire d'El Tesoro pendant l'été 2007 été réalisé dans le cadre d'une mission d'évaluation réalisée pour une ONG française soutenant cette initiative dans les rivières Curvarado et Jiguamiando. Mon lien direct avec cette ONG partenaire de l'initiative locale m'assura une grande proximité avec les collectifs de *desplazados*, opportunité rare, tant la situation locale de conflit armé engendre la plupart du temps un climat de méfiance généralisée.

13. Cour interaméricaine des droits de l'homme, organisme juridique supranational rattaché à l'Organisation des États américains (OEA) regroupant trente-cinq États membres. Son siège est situé à San Jose, la capitale du Costa Rica. En février 2006, plusieurs arrêts de la CIDH enjoignent formellement l'État colombien de rendre effectifs les droits fonciers des communautés afrocolombiennes du Jiguamiando et du Curvarado dépossédées de leurs terres en 1997 et 2001 lors de plusieurs phases d'intensification du conflit armé.

14. Projet d'accompagnement Solidarité Colombie, collectif de solidarité internationale (PASC) basé à Montréal au Canada. Son intervention dans le département du Chocó débute en 2006.

15. Personnes originaires des communautés de Gengado Medio, Camelias, Buenavista, El Limon, El Tesoro et Bella Flor.

humanitaire d'El Tesoro doivent faire face à des conditions de vie difficiles. Il n'y a pratiquement pas de possibilité de mettre en place des cultures vivrières aux alentours du village. La plupart des familles survivent grâce à de minuscules parcelles plantées en riz, récemment défrichées et gagnées sur la forêt proche. La coupe et la vente du bois extrait de la forêt proche permettent aux *desplazados* de se procurer quelques revenus pour acheter des produits de première nécessité (huile, savon, essence, etc.). Pendant la journée, les hommes de la zone humanitaire travaillent le plus souvent sur les parcelles situées aux environs du village pour ne pas risquer une confrontation avec les acteurs armés qui circulent souvent aux alentours de la communauté.

Lors de ma visite, de nombreuses personnes semblent être à peine en mesure de survivre. En cas de difficulté, elles sont souvent obligées de « s'endetter » auprès de voisins moins précaires qui leur « avancent » leur nourriture quotidienne (généralement composée de riz et de banane plantain). Par solidarité, certains leaders de villages proches de la rivière Curvarado, participant au même réseau de résistance au conflit armé, font régulièrement parvenir de la banane plantain et d'autres denrées alimentaires de base pour l'ensemble des habitants d'El Tesoro.

L'ONG PASC accompagne les *desplazados* d'El Tesoro depuis leur retour sur le territoire, au moment de la fondation de la zone humanitaire en octobre 2006 : un volontaire international de PASC réside en permanence dans la zone humanitaire et y organise régulièrement divers ateliers (cours de langue, formation en résolution de conflits, en droits de l'homme, etc.). L'ONG PBI envoie aussi de temps en temps des volontaires internationaux. Enfin, au moment de l'enquête, l'ONG Médecins du monde assurait ponctuellement des « brigades mobiles de santé » dans cette enclave réservée aux civils.

Les ressorts de la mobilisation collective

Des formes fragiles de reterritorialisation

Au moment de l'intensification soudaine du conflit armé en 1997, les régions de l'Urabá et du Bas Atrato sont devenues de « simples nœuds entre des réseaux invisibles de menaces » pour reprendre l'expression du sociologue Daniel Pécaut (Pécaut, 2000 : 75). Dans un contexte de conflit armé chronique, le chercheur constate que

Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes,
 sous la direction de Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki,
 Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2012 : 145-165.

« “le territoire” ne correspond pas à une entité géographique ou culturelle déjà reconnue, mais qu’il est l’inscription spatiale à un moment donné de l’emprise d’un acteur disposant de la force ou de l’interaction entre divers acteurs en concurrence pour affirmer cette emprise. » (Pécaut, 1995 : 488)

La mobilisation sociale de résistance au conflit armé qui s’est cristallisée autour des communautés de paix et des zones humanitaires dans le Nord-Ouest colombien a permis de restituer leurs propriétés matérielles et sociales à des espaces qui, suite à l’intensification de la violence dans la région, avaient perdu toute forme d’identité sociale et culturelle.

Ces différentes actions de regroupement de *desplazados* au sein de zones humanitaires et d’occupation de terres placées sous l’emprise directe des acteurs armés ont été fortement soutenues par différentes ONG. Progressivement, les *desplazados* sont parvenus à délimiter et à se réappropriier des portions d’espace très réduites, souvent situées en bordure de rivière, en lisière de forêt et aux marges des palmeraies et des grandes exploitations d’élevage bovin extensif.

La « mise en collectif » de réseaux sociaux de petits paysans déplacés par la guerre et fortement mobilisés sur les questions foncières a connu un succès important au cours des dernières années autour de certaines rivières du Bas Atrato. Elle a été souvent considérée comme une forme exemplaire de mobilisation collective contre la violence, censée conduire à la reconnaissance pleine et entière de l’existence d’une population civile et de celle d’une petite agriculture paysanne dans la région.

Par leur participation à la mobilisation, quelques centaines de petits paysans en quête de terres auraient ainsi obtenu une reconnaissance de leur statut contesté de civils dans une région fortement touchée par le conflit armé. Ils seraient parvenus à une récupération progressive et efficace de leurs parcelles souvent usurpées par les entreprises agro-industrielles avec la complicité des groupes paramilitaires.

La construction difficile d’une identité de civil et de paysan

Dans le conflit armé irrégulier qui touche depuis plusieurs décennies l’Urabá et le Bas Atrato, l’identité sociale de la population locale a souvent tendance à être totalement invisibilisée. Assignés à résidence dans un espace de guerre, les habitants locaux sont souvent stigmatisés et accusés de faire partie intégrante des groupes armés et

Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes,
sous la direction de Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki,

Éditions de la Maison des sciences de l’homme, Paris, 2012 : 145-165.

d'être étroitement mêlés à leurs dispositifs guerriers. Les représentants de l'État accusent par exemple les habitants d'Urabá et du Bas Atrato d'être les complices actifs de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Soumis à une politique de terreur et pour ainsi dire pris en otage par les acteurs armés, les habitants sont alors contraints de s'engager dans leur logique de violence.

Cette stigmatisation est très forte, et comme l'explique l'anthropologue Michel Agier :

« l'identité des "desplazados" est généralement honteuse, ou traquée ou clandestine, [...] elle accumule une série de stigmates, dont ceux de la violence et de l'illégalité reportés avec suspicion par les habitants des zones d'accueil sur les déplacés eux-mêmes. » (Agier, 2000 : 103)

Par conséquent, en réaction à une stigmatisation et à une dévalorisation permanentes, la construction d'un discours et d'une identité de paysan et de civil se fait tant par opposition aux acteurs armés que par opposition à l'État, doté d'une très faible légitimité au niveau local. Un leader associatif du Bas Atrato affirme ainsi :

« L'État n'a pas intérêt à ce qu'il y ait des personnes qui soient présentes dans leur propre territoire en train de travailler. L'État n'a pas intérêt à ce qu'il y ait deux ou trois paysans qui sèment de la banane plantain et du manioc sur leurs propres terres¹⁶. »

Aujourd'hui, la mobilisation de résistance des *desplazados* consiste avant tout à exiger, de la part de l'ensemble des acteurs armés présents dans la région et de la part de l'État colombien, la reconnaissance à la population locale de son statut de population civile. Cette demande se fonde principalement sur la normativité du droit international humanitaire qui constitue la consécration de la catégorie sociale de population civile, une catégorie relativement nouvelle et fragile dans le contexte colombien.

Ainsi, ces différents regroupements communautaires de personnes déplacées, fortement soutenus par l'Église colombienne, par différentes ONG et par plusieurs collectifs de solidarité internationale, constituent une forme de mobilisation collective originale de résistance au conflit armé. La plupart du temps, ils sont nés de façon réactive, en réponse

16. Entretien avec un leader associatif, bourg de Riosucio, département du Chocó, juillet 2009.

au contexte particulier d'affrontements violents et chroniques – qui engendrent de nombreux déplacements forcés de population – entre, d'une part, les acteurs armés entre eux, et d'autre part, l'armée colombienne et les acteurs armés. La mobilisation collective s'est aussi faite en réaction à la forte stigmatisation des habitants du Pacifique par le reste du pays : associés aux acteurs armés, les habitants locaux ont souvent été considérés comme des criminels ou des *desplazados*, vecteurs de violence et de désordre.

Dans un contexte de forte incertitude et de contrôle social exercé par les acteurs armés, cette mobilisation sociale a constitué une forme fragile de resubjectivation, de repolitisation et de reterritorialisation d'une population déplacée, souvent désocialisée et soumise aux logiques de guerre.

Vers la constitution d'espaces d'exception ?

Dans certains cas, l'espace protégé dans le conflit armé semble constituer une sorte d'espace d'exception, situé en dehors du système politique national. Au sein de ces nouveaux espaces de paix, la légitimité et l'autorité traditionnelles de l'État colombien, clairement engagé dans une logique de guerre, seraient alors largement remises en cause.

En effet, la légitimité en quelque sorte symbolique de ce nouveau type d'espace se fonde sur une morale citoyenne de l'engagement en faveur de la paix et sur la reconnaissance pleine et entière de la catégorie de population civile par le reste de la société colombienne.

Pour ses détracteurs, ces diverses initiatives de mobilisation de résistance au conflit armé sont souvent assimilées à des formes inacceptables d'isolationnisme et de repli sur soi des personnes mobilisées. Depuis sa fondation en 1997, l'initiative de la communauté de paix de San Jose de Apartado a été fortement critiquée pour la création qu'elle implique d'une forme d'extraterritorialité au sein même de l'État colombien. Sa légitimité continue aujourd'hui d'être attaquée de toutes parts.

Cependant, dans le contexte de polarisation politique extrême et de violence chronique qui caractérise l'Urabá et le Bas Atrato, la délimitation d'un espace d'exception qui serait totalement soustrait à la fois à la conflictualité locale et à la souveraineté de l'État central semble être devenue un projet utopique et irréalisable. Comme l'explique le responsable d'une ONG intervenant dans le Bas Atrato,

Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes,
sous la direction de Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki,

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2012 : 145-165.

« les gens de la communauté de paix de San Jose de Apartado ne veulent rien savoir de l'État. Mais leur position est très délicate car si on n'est pas avec l'État, alors automatiquement, on est avec la guérilla¹⁷. »

Les pressions continues des acteurs armés ont rendu difficile le maintien de ces espaces protégés mis en place depuis quelques années dans le Nord-Ouest de la Colombie. La poursuite durable d'une action collective de résistance à la domination des dispositifs guerriers a été ainsi entravée de diverses manières.

Les limites de la mobilisation collective

Le maintien de l'emprise territoriale des acteurs armés

Dès leur mise en place en Urabá et dans le Bas Atrato en 1997-1998, les dispositifs originaux des communautés de paix et des zones humanitaires ont été confrontés à de nombreuses difficultés, principalement dues à la circulation incessante des acteurs armés dans ces nouvelles enclaves civiles. En effet, ces espaces d'exception, censés être relativement protégés du contrôle social des acteurs armés, sont très souvent insérés, malgré eux, dans les logiques violentes de la guerre. Compte tenu du retour périodique de formes de violence extrême dans ces zones rurales périphériques, très éloignées du centre du pays et dans lesquelles l'autorité de l'État reste limitée, l'efficacité de la mobilisation de résistance est sans cesse remise en cause et l'existence même de ces espaces toujours incertaine.

Bien souvent, les limites restent floues entre un espace dit « humanitaire » et l'espace contrôlé *de fait* par les acteurs armés. Les frontières sont mobiles entre une population dite « civile » et une population placée sous l'emprise étroite de divers groupes armés. En effet, la terreur et les pressions multiples exercées par les acteurs armés contraignent la population locale à des formes diverses de collaboration forcée : surveillance du territoire, aide logistique, collecte de renseignements stratégiques au sein de la population, etc.

Dans la vallée du Curvarado, l'emprise territoriale invisible mais néanmoins efficace des paramilitaires se fait notamment par

17. Entretien avec le responsable d'une ONG, bourg de Riosucio, département du Chocó, juillet 2009.

l'intermédiaire de petits paysans originaires de la région, les *repladadores*¹⁸, proches alliés des groupes paramilitaires. Ces petits paysans pauvres, souvent *desplazados*, ont été réinstallés par ces mêmes acteurs armés dans les espaces qu'ils contrôlent. Ils travaillent souvent comme journaliers dans des grandes exploitations agro-industrielles et constituent des sortes de clientèles captives des groupes paramilitaires. Fréquemment installés aux abords immédiats des zones humanitaires, ils sont considérés par les habitants de ces dernières comme des usurpateurs de terre, *ocupantes de mala fe*¹⁹, et des informateurs²⁰, *zapos*, à la solde des groupes paramilitaires. Le statut ambigu des informateurs contribue largement à brouiller encore davantage les frontières déjà ténues entre le statut de civil et celui de collaborateur direct d'un acteur armé.

Par ailleurs, lors des offensives régulières de l'armée colombienne dans la région, la plupart des villages isolés du Bas Atrato continuent inévitablement à servir de zones de repli et de refuge pour les paramilitaires et les guérilleros pourchassés par l'État colombien.

Enfin, depuis plusieurs décennies, les différentes guérillas actives en Urabá et dans le Bas Atrato cherchent à contrôler les leaders communautaires engagés dans une forme d'action politique et animés d'une volonté de résistance, fût-elle minime. Elles refusent toute velléité d'autonomie et toute prise de parole politique et collective émanant des communautés locales. Ainsi, les guérilleros des FARC tentent par tous les moyens de contrôler de façon étroite les organisations paysannes locales et les leaders engagés dans une forme de regroupement communautaire, quelle qu'elle soit.

Dès leur création, les communautés de paix et les zones humanitaires ont été soumises à des pressions constantes et contradictoires exercées tant par les guérillas ou les paramilitaires que par l'armée. Elles continuent à faire l'objet d'instrumentalisations diverses par ces acteurs armés qui ne cessent de contester leurs limites et de revendiquer un contrôle total de la région.

18. Le terme signifie littéralement les « nouveaux habitants ».

19. En Urabá et dans le Bas Atrato, les personnes qui, au cours du conflit armé, ont usurpé et occupé illégalement les terres des petits paysans locaux, sont désignées par le terme « occupants de mala fe » (occupants de mauvaise foi).

20. Les informateurs en civil des groupes armés sont désignés localement par le terme de « *zapo* » (crapaud).

Une mobilisation de résistance extrêmement politisée

Les organisations de la société civile colombienne sont traditionnellement très politisées, ce qui réduit considérablement leur légitimité et leur prétention à une position de neutralité dans le conflit armé. La société civile est ainsi souvent contrainte de prendre clairement parti par rapport aux événements politiques nationaux, et elle est souvent étroitement liée à la classe politique traditionnelle.

Dans ce contexte, la mobilisation de résistance au conflit armé qui s'est mise en place depuis plusieurs années dans le Nord-Ouest colombien a fréquemment pris la forme d'un affrontement politique d'une grande intensité.

En effet, l'exacerbation de la polarisation politique suscitée par la stratégie de radicalisation armée mise en œuvre par le président Alvaro Uribe Velez (2002-2010) ne laisse aucune place à la constitution d'un sujet autonome pouvant prétendre à une forme de neutralité dans le conflit armé. La généralisation de la logique « ami/ennemi » à la totalité du champ politique colombien remet sans cesse en cause l'existence même de la position intermédiaire de neutralité revendiquée par les acteurs de la mobilisation de résistance au conflit armé.

Les bataillons de l'armée colombienne présents dans la région rejettent la prétendue neutralité des zones humanitaires : ces dernières sont constamment stigmatisées et considérées comme des « foyers potentiels de rébellion ». Les habitants de ces enclaves de civils sont souvent accusés d'être les « alliés directs de la guérilla » et par conséquent sont régulièrement intimidés et menacés par les soldats de l'armée colombienne.

De même, par leur rejet catégorique de l'État colombien et leur propension à construire une forme d'extraterritorialité, les habitants de la communauté de paix de San Jose de Apartado se trouvent dans une position pratiquement intenable dans le champ politique national. Ils sont ainsi également stigmatisés et accusés d'être des membres de la guérilla des FARC ou de « faire indirectement le jeu » de l'acteur armé.

En outre, historiquement, la société civile colombienne a toujours eu des difficultés à se démarquer clairement des acteurs armés. La marge de manœuvre dont elle dispose est donc traditionnellement faible. Les stratégies multiformes d'instrumentalisation et de contrôle déployées par les acteurs armés limitent fortement la capacité de résistance et de mobilisation collectives de la société civile colombienne. Dans le contexte local de conflit armé chronique, elle est constamment mise à l'épreuve et contrainte de se justifier. Les organisations

locales de la société civile sont, par exemple, sans cesse sommées de prouver leur indépendance.

Dans ce contexte de polarisation généralisée, l'ONG Justice et paix, qui émane d'un secteur très radical de l'Église colombienne et qui soutient de très près l'initiative des zones humanitaires, a été très souvent accusée de manipuler les communautés locales du Bas Atrato et d'instrumentaliser la mobilisation de résistance afin de servir ses propres fins politiques. Selon certains membres de la société civile locale, l'ONG Justice et paix chercherait avant tout à se positionner sur la scène politique nationale et à délégitimer le gouvernement en place :

« Ils [les membres de Justice et paix] se concentrent sur des thèmes très stratégiques. Ils veulent livrer la bataille, seuls, au niveau international. Mais ils ne prennent pas en compte les risques immenses qu'ils font courir aux leaders. Ils sont portés sur des faits politiques et ne cherchent pas à consolider un système d'alliances et de réseaux entre les organisations. Du coup, ils créent des divisions très fortes au sein même des communautés [...] ; ils ne s'engagent pas sur des processus organisationnels de long terme. Les organisations locales ne sont donc pas renforcées. Ils font preuve d'une grande irresponsabilité . »

Bien souvent, la mobilisation de résistance au niveau local est court-circuitée par les intérêts et les identités politiques qui se jouent au niveau national. Ainsi, le clivage politique construit autour de l'opposition « ami/ennemi » de la guérilla reste central et prédominant dans l'ensemble du pays. Il impose sa grille de lecture polarisante sur les situations particulières et locales du Bas Atrato. Or ces dernières se définissent non en termes d'identité politique mais plutôt en termes de stratégies de survie et d'une quête de reconnaissance sociale et de garanties foncières entreprises par différents collectifs de *desplazados*.

La fragmentation de la société civile en résistance

La forte politisation de la société civile colombienne engendre logiquement sa fragmentation extrême. On observe à l'échelon local une situation de forte concurrence entre les différentes organisations paysannes censées se faire les porte-parole de la cause de la population civile et construire ainsi une identité de résistance collective au conflit armé.

L'existence d'une forte concurrence pour l'obtention de diverses formes de reconnaissance sociale et de ressources organisationnelles

Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes,
sous la direction de Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki,

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2012 : 145-165.

entraîne une fragmentation importante de la société civile locale, ce qui entrave considérablement sa capacité de résistance.

Les entretiens réalisés avec les leaders locaux montrent que, depuis plus d'une décennie, les rivalités sont fortes entre les différentes organisations paysannes et les regroupements de *desplazados* censés incarner la résistance des habitants du Bas Atrato :

« En 2000, l'organisation OIBA [Organisation interethnique du Bas Atrato, regroupant les communautés de paix] était donc persécutée par trois groupes armés : le gouvernement, la guérilla et les paramilitaires, et en plus par l'organisation OCABA [Organisation paysanne du Bas Atrato]. OCABA n'acceptait pas qu'une autre organisation émerge dans la région. Et les communautés de paix ne couvraient pas tous les secteurs de la région. On a donc cherché à former une autre organisation [...]. Ce que l'on a cherché en premier fut de créer une Fédération de conseils communautaires, mais cela n'a donné aucun résultat en raison des pressions exercées par la guérilla. C'est seulement un travail de sensibilisation auprès de tous les conseils communautaires [...] qui a conduit à la création de l'organisation ASCOBA²¹. »

Un climat de forte méfiance, d'accusations violentes et de rumeurs souvent infondées marque aujourd'hui les relations entre les différents acteurs d'une société civile locale très divisée et hétérogène. Au cours des dernières années, des oppositions très fortes ont marqué les diverses formes de mobilisation de résistance au conflit armé des *desplazados* du Bas Atrato. Le dialogue a souvent été rompu entre les représentants de la société civile, qui cherchent pourtant tous à construire une identité de résistance au conflit armé qui conduise à la reconnaissance de la catégorie encore largement invisible de « population civile » :

« La seule zone humanitaire qui soit totalement isolée est celle de Caracoli [située dans la rivière Curvarado]. Ils ne laissent personne y entrer ! Eux, ils n'entrent pas en relation avec l'organisation ASCOBA. Cela vient d'un certain trauma psychologique dont ils souffrent, lié au problème de la guerre. Eux, ils ont toujours à l'esprit la violence qui s'est produite dans la région. Dans les autres zones humanitaires, ASCOBA peut entrer plus facilement²². »

Ainsi les divergences sont quelquefois fortes et les malentendus difficiles à résorber entre les divers acteurs d'une société civile locale largement polarisée et toujours en voie de constitution. Un entretien

21. Entretien avec un leader associatif, bourg de Riosucio, juillet 2009.

22. *Ibid.*

avec un leader d'un collectif de *desplazados* du Curvarado en témoigne clairement : « Il paraît que les gens de la zone humanitaire de Caracoli disent que ceux de la zone humanitaire de Cetino sont en train de faire échouer tout le processus²³ ! »

Les oppositions concernent souvent les stratégies à adopter pour réussir la mise en collectif de réseaux sociaux de *desplazados* relativement fragmentés et parvenir ainsi à construire efficacement une identité de résistance au conflit armé :

« Les acteurs armés nous ont fait partir par la violence. On ne peut pas revenir sur le territoire par la violence ! L'ONG Justice et paix a fait du bon travail au niveau juridique mais ce n'est pas bien de diviser ainsi les personnes et d'en exclure certaines de cette façon ! Il faut examiner quelles sont les autres façons de lutter. Nous ne sommes pas moins bons que Justice et paix mais nous, nous n'acceptons pas de détruire les ponts, les routes et les câbles des entreprises de palmiculture²⁴ ! »

Les méthodes d'action directe, souvent à la limite de la légalité, employées par les collectifs de paysans déplacés des zones humanitaires, sont largement rejetées par les leaders associatifs engagés dans des formes classiques de résistance basées sur la constitution progressive d'un ancrage territorial et sur une logique de solidarité ethnique. Ainsi, pour les leaders des communautés de paix de Riosucio regroupés dans l'organisation locale ASCOBA, les stratégies employées par les collectifs de *desplazados* des zones humanitaires sont considérées comme excessivement radicales et dangereuses.

L'occupation par les *desplazados* de terres usurpées par les grands propriétaires terriens autour des rivières Jiguamiando et Curvarado et la délimitation d'enclaves neutres au milieu des plantations de palme à huile et dans des zones contrôlées par les paramilitaires ont suscité de violentes critiques au niveau local et dans l'ensemble du pays. De nombreux leaders du Bas Atrato ont ainsi condamné l'arrachage, à partir de 2006, de parcelles plantées en palme à huile de la rivière Curvarado par des collectifs de *desplazados*. Les destructions de ponts, routes et canaux de drainage construits par les entreprises de palmiculture sont apparues comme des méthodes d'action contestables et souvent illégitimes.

23. Entretien avec un *desplazado* et leader associatif, rivière Curvarado, juillet 2009.

24. Entretien avec un *desplazado*, leader associatif de l'organisation ethnopolitique ASCOBA, bourg de Riosucio, juillet 2009.

L'instabilité fondamentale de la situation des *desplazados*

Dans le contexte local de guerre irrégulière et de forte politisation d'une société civile sans cesse menacée d'instrumentalisation et de fragmentation, les identités sociales et les situations des *desplazados* rassemblés en collectifs de résistance sont généralement floues et instables. Il est souvent très difficile d'identifier leur statut de façon claire et définitive.

Dans certaines circonstances, les *desplazados*, placés dans des situations socio-économiques extrêmes, touchant souvent à la survie, peuvent être contraints de participer aux logiques de guerre des acteurs armés. Vivant dans des enclaves fragiles, ils sont forcés de s'adapter en permanence au contexte changeant de la guerre. Ils doivent ainsi sans cesse ajuster leurs pratiques à l'emprise territoriale – souvent invisible – exercée par les acteurs armés et doivent « s'arranger » comme ils le peuvent avec les règles que ceux-ci définissent. Pour pouvoir vivre et se déplacer sur leurs propres terres, ils sont contraints de s'adapter à la présence et au contrôle social qu'exercent les « hommes en armes ».

Les conditions de sécurité censées permettre une installation définitive des *desplazados* dans ces nouveaux espaces protégés restent fragiles et susceptibles de changements rapides. L'emprise des acteurs armés et les transactions foncières incessantes entre, d'un côté, les entreprises agro-industrielles et les grands propriétaires terriens cherchant à accroître leur production, et de l'autre, les *desplazados* et les petits paysans en quête de microparcelles à cultiver rendent la situation de ces derniers fondamentalement incertaine et instable. Comme l'explique un leader *desplazado* des communautés de paix :

« Dans la rivière Curvarado, les gens font des allers-retours incessants entre les zones rurales [où sont situées les zones humanitaires] et la ville de Bajira. Ils ne dorment pas dans les zones rurales. Tant que les entreprises y seront présentes, la situation ne sera pas claire et les gens ne s'y installeront pas de façon définitive²⁵. »

La situation individuelle des paysans *desplazados* engagés dans ces espaces relativement protégés dans le conflit armé se caractérise donc par une instabilité fondamentale. Les acteurs de la mobilisation sont la plupart du temps pris en tenaille entre les logiques de violence des

25. Entretien réalisé dans le bourg de Riosucio, département du Chocó, juillet 2009.

acteurs armés et les stratégies d'expansion territoriale des entreprises agro-industrielles et des grands propriétaires terriens.

L'inhérente fragilité de la mobilisation des *desplazados*

Depuis une quinzaine d'années, la lutte pour l'emprise territoriale qui se déroule dans le Nord-Ouest de la Colombie est exacerbée entre deux groupes d'acteurs aux intérêts opposés. Les entreprises agro-industrielles de culture de palme à huile, d'élevage bovin extensif et les grands propriétaires terriens s'opposent aux rassemblements fragiles de quelques centaines de *desplazados*, de petits cultivateurs et de paysans en quête de terres, regroupés en communautés de paix fortement soutenues par l'Église et par divers réseaux d'ONG.

Aujourd'hui, la présence lointaine, mais néanmoins certaine, des néoparamilitaires et de la guérilla des FARC tant en Urabá que dans le Bas Atrato maintient un haut niveau de conflictualité chronique dans la région et complexifie les conditions de la mobilisation sociale et foncière.

Les collectifs de *desplazados* et de petits paysans de l'Urabá et du Bas Atrato constituent des réseaux sociaux relativement hétérogènes et fragmentés mais néanmoins solides et engagés dans différentes actions collectives et citoyennes de demande de reconnaissance sociale, de recherche d'une stabilité territoriale et d'obtention de garanties sur la propriété de la terre.

La délimitation fragile de plusieurs espaces protégés dans le conflit armé a trouvé son principal ancrage dans la légitimité morale et symbolique de l'Église, dans l'action continue de divers réseaux d'ONG internationales et enfin dans la mobilisation politique et identitaire d'une logique de solidarité ethnique au sein des communautés locales.

La délimitation récente autour des rivières Curvarado, Jiguamiando et Cacarica d'une dizaine de zones humanitaires soustraites au conflit armé a constitué la dernière déclinaison de cette mobilisation de résistance. Elle a abouti à une forme certaine de visibilisation de la situation de dénuement, d'insécurité juridique et foncière et de stigmatisation sociale vécue par les *desplazados* et les petits paysans de l'Urabá et du Bas Atrato.

Néanmoins, la société civile locale reste, on l'a vu, extrêmement fragile, divisée et politisée. Elle semble constamment en cours de (re)construction. La soustraction d'espaces minuscules à la conflictualité et à l'emprise des groupes armés est un processus qui n'est jamais définitif ; il est souvent réversible et reste soumis aux vicissitudes du conflit armé colombien.

Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes,

sous la direction de Rémy Bazenguissa-Ganga et Sami Makki,

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2012 : 145-165.

L'émergence récente dans le contexte local des catégories relativement nouvelles de « population civile » et de « société civile » et la reconstruction identitaire des *desplazados* restent des processus complexes et tortueux. Les civils ne sont jamais clairement différenciés de façon définitive des personnes qui sont contraintes, dans certaines circonstances, de « collaborer » avec les acteurs armés.

Ainsi, l'on passe, de façon incessante et rapide, du statut d'un espace de paix, délimité et protégé, ayant retrouvé ses propriétés sociales et culturelles à celui, au contraire, d'un espace de guerre aux contours flous, privé d'identité sociale, strictement contrôlé par les acteurs armés et répondant à leur logique de contrôle social et de captation des ressources.

La revendication par la société civile d'une position de neutralité et la constitution d'un espace d'exception dans le conflit armé sont des processus de plus en plus délicats dans un contexte de polarisation politique aiguë et de violence latente et chronique.

De fait, l'adoption par les communautés locales d'une posture humanitaire et *a priori* apolitique semble être la seule position acceptable tant pour l'État colombien que pour les acteurs armés encore dotés d'une importante capacité offensive dans la région. Le renforcement récent d'un discours à teneur nettement humanitaire, qui insiste avant tout sur l'urgence à prendre en charge les victimes de la guerre, semble ainsi être aujourd'hui la stratégie choisie par les collectifs de *desplazados* pour maintenir en place des espaces protégés qui restent éminemment fragiles.